

« L'Histoire ne s'adresse ni à la nation ni à la révolution »

Interview | Patrick Boucheron, historien médiéviste et professeur au Collège de France, était l'invité des Chapiteaux du livre, ce jeudi, à Béziers. Il nous livre sa vision de l'Histoire.

L'historien tenait une conférence, ce jeudi, intitulée "De l'histoire comme art de résister. Qu'est-ce que l'Histoire, et surtout que peut-elle pour nous en temps de crise ?" Patrick Boucheron y défendait notamment l'idée d'une Histoire engagée mais non partisane.

Le refrain: "C'était mieux avant" se fait entendre de manière accrue en ce début de XXI^e siècle. Quel regard l'historien pose-t-il sur cette nostalgie du passé ?

La première motivation pour qui veut faire de l'histoire c'est de lutter contre les tendances mortifères. Quand on instrumentalise l'Histoire, on essaie souvent de nous faire croire qu'elle nous emprisonne et nous ordonne de rester à notre place, qui serait celle de nos origines. Devenir historien, c'est tenter de répondre à ce "C'était mieux avant" qui est l'expression de la mélancolie contemporaine. "Avant quoi? Avant qui?". Ça, les réactionnaires ne le savent ou ne le disent pas. Souvent, ils regrettent, en fait, le temps de leur jeunesse. Leur mélancolie n'est donc banalement que l'expression de leur vieillissement. Et pourtant, paradoxalement, la nostalgie du "c'était mieux avant", ce n'est pour moi qu'une des expressions de l'arrogance du présent.

Dans un échange épistolaire musclé avec des professeurs biterrois qui lui reprochaient d'« instrumentaliser l'Histoire », le maire de Béziers revendiquait « une tout autre vision » de celle-ci (Midi libre du 15 janvier). Y a-t-il une vérité historique ?

Il y a deux réponses à cette question. On fait de l'Histoire car on pense que le monde est plus compliqué que l'idée qu'on s'en forme. Plein de contradictions, de nuances.



■ Patrick Boucheron est historien, professeur au Collège de France depuis 2015.

L'Histoire est un travail critique qui transmet des méthodes d'émancipation bien plus que des contenus de connaissances. Elle questionne l'idée même qu'il puisse y avoir une vérité admise. Mais quand on est confronté à une entreprise systématique, comme celle de Robert Ménard, de falsification de l'Histoire et de dénégation de la Mémoire, il ne faut plus tergiverser. Il faut affirmer, contre ces mensonges, les vérités historiques.

Enseigner l'Histoire consiste à définir l'arène des hypothèses recevables. Certes, les faits historiques sont incertains et on travaille à les construire. Mais une fois qu'on les a construits, on a construit quelque chose de solide. Et une opinion n'en vaut pas une autre. C'est ce que j'appelle

dessiner l'arène démocratique de la discussion légitime. Au-delà de cet espace, il n'y a pas à discuter. Robert Ménard se situe au-delà de cette arène. Les falsifications de l'Histoire, dont il fait une politique, ne doivent pas être débattues mais combattues. On entre dans l'art de résister.

Justement, le rôle de l'historien a-t-il changé aujourd'hui ? Face aux récupérations politiques nombreuses et à l'écho que rencontrent les thèses complotistes, doit-il se montrer plus vigilant, voire s'engager davantage ?

Je ne dirais pas qu'il doit s'engager plus qu'avant. Je dirais qu'il doit repenser son engagement. Je pense, du moins j'espère, adresser un discours socialement énergique. Suis-je pour autant engagé

politiquement? Pas au sens partisan. Car si je ne me reconnais pas dans la rhétorique d'une Histoire patriotique, qui servirait à faire la nation, je ne crois pas davantage à une Histoire militante, qui se mettrait au service de la révolution.

L'Histoire ne s'adresse pas plus à la nation qu'à la révolution. Elle s'adresse à des intelligences collectives. Le travail de l'Histoire consiste à sortir de l'opinion. Robert Ménard peut se faire des opinions sur la guerre d'Algérie, ce qu'il en dira n'aura jamais le même poids que ce qu'en dit un historien de cette période, construisant méthodiquement un savoir. Mais comme il a les moyens politiques de faire du bruit avec des mensonges, et comme on sait que malheureusement, dans l'espace

public, le mensonge fait souvent plus de bruit que la vérité, il faut, pour faire valoir cette vérité, que les historiens parlent un peu plus fort. Non au nom d'un engagement partisan, mais d'un engagement dans leur travail qui consiste à construire les vérités historiques.

Votre leçon inaugurale au Collège de France s'intitulait "Ce que peut l'Histoire".

Peut-elle aider à mieux appréhender le présent ?

C'est une des ressources d'intelligibilité du présent, effectivement. Car le présent est fait de passés accumulés: l'historien est en charge d'en éclairer les couches anciennes. D'abord pour en contrôler l'usage contre toutes les manipulations possibles. Mais aussi contre les enthousiasmes. Il m'arrive très souvent de décevoir. Et je crois que c'est mon devoir d'historien: décevoir les impatientes et les fervents. Lorsque le mouvement Nuit Debout est apparu à Paris, je m'y suis rendu car il se passait quelque chose. Et que c'était mon rôle d'aller voir. J'ai prononcé un discours "Faire commune". Et je les ai sans doute déçus. Certains pensaient que j'allais les encourager, mais je crains que l'on confonde aujourd'hui révolution et insurrection. C'est une illusion de croire que l'on peut refaire 1871 (Ndlr, La Commune). Le travail de l'historien, c'est aussi mettre à distance l'enthousiasme que peut susciter le passé. Si l'histoire est un art de résister, c'est aussi un art de résister contre soi-même. Contre ses propres passions.

Recueillis par FLORIANE LECLERC

► **Bibliographie:** "Comment se révolter?", Bayard, à paraître. "Histoire mondiale de la France", Seuil, à paraître. "L'exercice de la peur: usages politiques d'une émotion", Presses universitaires de Lyon, 2015.